

# LE DESASTRE MILITAIRE EN IRAK

par Arthur Lepic\*

*L'état-major des États-Unis tient Donald Rumsfeld pour responsable du désastre militaire en Irak. Non pas que le secrétaire à la Défense soit responsable de la guerre, mais parce qu'il n'a pas donné aux Forces armées tous les moyens qu'elles réclamaient. La révolte des généraux a alimenté le mécontentement d'une opinion publique militarisée qui a sanctionné l'administration Bush par les urnes. Arthur Lepic dresse le bilan caché de la guerre en Irak.*

---

Les électeurs états-uniens ont utilisé les élections du mi-mandat présidentiel pour sanctionner la politique conduite par l'administration Bush en Irak. Ce désaveu ne porte pas sur le choix de la guerre, qui avait été approuvée massivement aussi bien par les démocrates que par les républicains et qui sert de socle au « bipartisme renouvelé ». Il ne porte pas non plus sur le coût humain pour le peuple irakien. La presse états-unienne a passé sous silence les études démographiques évaluant à 650 000 le nombre de morts civils depuis le début de l'invasion anglo-saxonne [1]. La sanction porte exclusivement sur le coût, financier et humain, de cette opération pour les États-Unis. Même si les médias dominants minimisent les faits et s'abstiennent de donner un panorama de la situation, des témoignages de vétérans circulent. Surtout, les électeurs sont indirectement informés de l'ampleur du désastre par la révolte des officiers supérieurs, laquelle n'a rien d'un appel à la paix.

Les opérations de la Résistance irakienne gagnent en nombre et en précision. Une nouvelle phase des combats se profile avec l'abandon de provinces entières aux mains des insurgés ainsi que des défaites stratégiques sans précédent essuyées par la Coalition. Tout cela augure-t-il d'une imminente débâcle « à la vietnamienne » ?

Pratiquement partout en Irak, un harcèlement constant et omniprésent est exercé contre les forces de la Coalition ; nulle part l'occupant ne peut se sentir à l'abri. Le rythme quotidien des attaques est actuellement au niveau le plus élevé, 90 au bas mot, avec un total officiel de 103 soldats états-uniens tués en octobre 2006, à comparer au chiffre le plus élevé jusqu'à présent de 134 pour novembre 2004. Une fois ajoutés les morts qui n'entrent pas dans les statistiques officielles (soldats étrangers engagés dans l'espoir d'obtenir la nationalité états-unienne, mercenaires et autres « contractants civils »), on s'approche de la moyenne de 7 « GI's » tués chaque jour, comme au plus fort de la guerre du Viêt-Nam, en 1968.

La partie émergée de l'iceberg que l'on trouve dans les médias dominants, à savoir les attentats sur des civils attribuables principalement à des escadrons de la mort ou à des règlements de comptes mafieux, ne représente que 30 % du total des attaques selon les rapports de référence, y compris ceux du Pentagone.

Dans certaines provinces comme al-Anbar, où la Résistance occupe l'essentiel du terrain, des équipes de snipers recrutés ouvertement et généreusement rémunérés visent les fantassins isolés, en dehors des combats ouverts, tandis que les embuscades à l'explosif continuent de faucher chaque jour des véhicules militaires sur les routes.

L'« État parallèle » a pris le dessus dans au moins quatre provinces ; les troupes états-uniennes et l'armée de collaboration ne peuvent que constater qu'elles n'y ont pas conquis les cœurs et les esprits. Elles sont en terrain ennemi [2].

Ailleurs, signe manifeste de l'évolution de la situation militaire, on assiste à une véritable guerre de positions dans laquelle des cibles stratégiques précises au sein des forces d'occupation ou de collaboration sont visées. La banlieue de Bagdad est le théâtre de combats à l'arme légère opposant des patrouilles coalisées ou de collaboration à des bataillons de résistants, des combats qui donnent souvent lieu à des bilans officiels contradictoires [3]. Grâce à des informations et coordonnées fournies par des éléments de la Résistance infiltrés au cœur de la machine d'occupation, des pièces maîtresses de l'arsenal d'occupation font l'objet d'attaques massives et précisément ciblées.

Ainsi le soir du 10 octobre 2006, une base états-unienne importante située près du district de Dora au sud de Bagdad, Forward Operating Base Falcon, a été attaquée au mortier et à la roquette. Or cette base abritait non seulement un important contingent de troupes engagées dans l'Opération Together Forward, mais également le plus important dépôt de munitions de la Coalition dans le pays. Bombes, obus de tanks, ogives d'artillerie et munitions pour armes légères ont explosé et brûlé toute la nuit, illuminant le ciel de Bagdad et provoquant un vacarme infernal entendu bien au-delà de la ville. Plusieurs télévisions ont, ainsi que des militaires vidéastes amateurs. Il est d'ailleurs très révélateur d'entendre un journaliste de la BBC informer les téléspectateurs qu'officiellement l'incendie était sous contrôle, alors qu'au même moment on peut voir de nouvelles explosions sur les images ! La presse arabophone quant à elle a, dans les jours suivants, révélé que l'enquête suivait la piste de traducteurs irakiens au service de la Coalition qui auraient transmis les coordonnées des stocks de munition à la Résistance afin de lui en faciliter le bombardement [4], mais également que des tirs soutenus de la Résistance avaient empêché les forces de la Coalition de maîtriser le désastre plus rapidement. L'ampleur des explosions ne laisse que peu de doutes sur les dégâts matériels et humains. Le lendemain, les communiqués officiels faisaient pourtant état de seulement quelques personnes blessées, mais aucun décès. Au contraire, les communiqués de la Résistance affirmaient avoir compté neuf avions de transport évacuant les victimes, estimées par cette source à plus de 300. En tout état de cause, il est certain que cette victoire stratégique de la Résistance a porté un coup aux finances de l'occupant (peut-être de l'ordre du milliard de dollars selon le ministère de l'Intérieur irakien) et au moral de ses troupes.

La réaction des institutions états-uniennes à ces revers stratégiques récents ne s'est pas faite attendre et ces jours derniers de nouvelles protestations internes ont retenti. Lundi 6 novembre 2006, soit la veille des élections parlementaires de mi-mandat, quatre journaux militaires couvrant l'essentiel des forces [5] demandaient le départ du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld.

Dans le camp démocrate, on n'a pas hésité à opérer un virage à 180 degrés. Hillary Clinton propose désormais de retirer les troupes du pays selon un calendrier précis, après avoir promis de faire mieux que Bush en envoyant davantage de troupes au combat.

Selon la logique que nous avons explicitée il y a bientôt deux ans [6], les forces d'occupation se battent contre une frange de la population en expansion, car elle soutient la Résistance d'autant plus qu'elle subit des représailles aveugles. Cela permet à un « contre-État » de se développer progressivement, incitant la Résistance à activer la phase III de la théorie de la guérilla maoïste, à savoir la guerre de positions. Or ces développements avaient été largement anticipés, y compris par le gouvernement états-unien lui-même. En effet des documents déclassifiés récemment montrent que des simulations menées en 1999 estimaient à 400 000 le nombre de soldats sur place nécessaires pour contrôler le pays - sans toutefois écarter le risque de chaos ! [7].

Jusqu'à quel point la situation est-elle tenable pour la Coalition occupant l'Irak ? Un retrait prompt et méthodique du pays laisserait à découvert un gouvernement fantoche très vulnérable et rendrait inutiles les énormes dépenses effectuées jusqu'à présent pour installer des bases militaires permanentes et pour « sécuriser » les deuxièmes réserves pétrolières du monde.

Loin de mettre un terme à cette situation, la démission du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld marque une étape de plus, irréversible cette fois, dans l'enlèvement. Contrairement à une idée répandue, le conflit entre M. Rumsfeld et son état-major ne portait pas sur le maintien ou le retrait des troupes, mais sur les moyens mis en œuvre. Le secrétaire à la Défense, ancien patron de multinationale, était la dernière personne raisonnable à se préoccuper de l'inflation du budget militaire. Son successeur ne pourra que céder aux pressions des personnels de la Défense et de l'opinion publique pour donner carte blanche aux Forces armées. En définitive, l'appel à un « bipartisme renouvelé », c'est-à-dire à une gestion d'union nationale, manifeste la volonté consensuelle de la classe dirigeante de poursuivre unie dans l'erreur. On devrait voir se reproduire la même stratégie qu'à la fin de l'aventure vietnamienne : un complexe militaro-industriel qui réclame d'y «

mettre le paquet », un département d'État qui tente de transférer le fardeau à des forces alliées (comme il le fait déjà avec succès en Afghanistan [8]) et d'« irakiser » le conflit, et un département du Trésor qui essaye d'éviter la faillite. Une fuite en avant dont l'issue tragique est certaine.

Arthur Lopic

Journaliste français, spécialiste des questions énergétiques et militaires.

10 novembre 2006

<http://www.voltairenet.org/article143938.html>